

EN ACTION CONTRE LE démantèlement

du réseau de la santé et des services sociaux et des services de garde



NOVEMBRE 2014 – NUMÉRO 1

Les délégué-es de la FSSS-CSN ont massivement voté pour faire une priorité de la lutte au démantèlement du réseau de la santé et des services sociaux et des services de garde.

UNE ATTAQUE INSENSÉE À NOTRE RÉSEAU PUBLIC DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Le gouvernement impose des compressions budgétaires qui touchent directement les services que nous donnons à la population :

- fermeture de services
- allongement des listes d'attente
- diminution du bassin de services
- abolitions de poste
- augmentation de notre charge de travail

Nous ne pouvons continuer de presser le citron!

Le projet de loi 10 du ministre Barrette est une grande imposture : il prétend vouloir améliorer l'accès aux soins et diminuer la bureaucratie alors que c'est le contraire qui se produira. Plutôt que de s'attaquer aux réels problèmes de notre réseau, le projet de loi 10 va les aggraver.

L'objectif du gouvernement est clair : le ministre Barrette veut accentuer son pouvoir sur le réseau et ouvrir plus grande la porte au privé. En centralisant toutes les décisions entre ses mains, il aura son mot à dire sur tout : comme s'il pouvait connaître notre réalité partout sur le terrain au Québec!

Le gouvernement n'a qu'un seul objectif : s'en prendre à nous et aux services que nous donnons à la population!

UNE INUTILE REMISE EN QUESTION DE NOTRE POLITIQUE FAMILIALE

Le gouvernement Couillard s'en prend aussi à notre politique familiale. En augmentant les tarifs des services de garde ou en s'en prenant au Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), le gouvernement met un frein à l'accès à des services qui ont une grande valeur.

socialement viable. Les experts en Amérique du Nord présentent le programme au Québec comme modèle à suivre. Pourquoi le gouvernement s'y attaque-t-il?

L'URGENCE DE LUTTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Que ce soit en santé et services sociaux ou dans les services de garde, les attaques du gouvernement Couillard vont augmenter les inégalités sociales, alors que la population souhaite le contraire.

En plus, le gouvernement veut contrôler et plafonner le nombre de salarié-es de nos réseaux avec son projet de loi 15. Si nous le laissons faire, notre charge de travail n'ira qu'en augmentant et les services seront affectés.

Laisser faire les libéraux, cela équivaut à voir nos emplois disparaître. Ce serait se

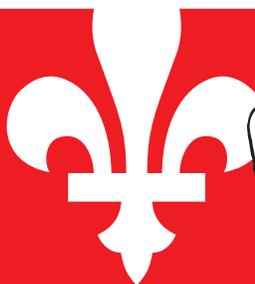
Nous ne pouvons continuer de presser le citron!

Notre politique familiale permet de réduire les inégalités chez les enfants et d'aider à leur réussite scolaire. Elle mise aussi sur l'égalité homme-femme en développant la conciliation travail-famille. Elle permet finalement à des milliers de femmes d'accéder au marché du travail et de maintenir leur présence.

La démonstration est faite que la politique familiale est économiquement et

voir forcer de mettre de plus en plus souvent la main dans sa poche pour payer des services. Ce serait voir certains s'enrichir pendant que la majorité peine à joindre les deux bouts.

Comme travailleuses et travailleurs de ces réseaux, nous devons nous mettre en action. Pour défendre les services que nous donnons et des emplois de qualité, refusons l'austérité!



**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

refusons.org
**MONTRÉAL ET QUÉBEC
MANIFESTATION**
29 NOVEMBRE 2014
DÉPART : 13 h